



Nouvelles menaces sur les réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficultés Appel national pour la défense des RASED

Avec plus de 2200 postes de personnels des RASED supprimés en deux ans, de nombreux postes restés vacants, et la désorganisation par la « sédentarisation » de leurs enseignants, de nombreux élèves n'ont plus accès aux aides spécialisées.

De plus, la baisse drastique du nombre de départs en stage de formations spécialisées, ne permet même pas d'assurer le renouvellement de ces professionnels prenant leur retraite.

Malgré ses affirmations de maintien des RASED, démenties par les faits, le ministère prive les élèves, les écoles, les familles et les enseignants de toute réponse spécialisée que ce soit pour la prévention ou la remédiation des difficultés.

A la prochaine rentrée, la situation du service public d'éducation va encore s'aggraver avec une nouvelle vague de suppressions : 9000 postes en moins pour 8300 élèves supplémentaires pour le seul premier degré. Pourtant, les conclusions des différentes enquêtes nationales et internationales montrent que le nombre d'élèves en difficultés ne diminue pas, et que les inégalités s'accroissent. Dans ce contexte, les RASED sont à nouveau menacés par cette politique d'austérité et ne pourront plus exercer leurs missions de prévention et de remédiation des difficultés sur tout le territoire, faisant payer un lourd tribut aux élèves les plus fragiles et à leurs familles.

Nous continuons de nous mobiliser pour :

- nous opposer aux fermetures de postes vacants,
- réclamer le rétablissement des postes supprimés,
- rétablir un nombre de départs en stage spécialisés au moins équivalent au nombre de départs à la retraite et aux postes vacants,
- réaffirmer le rôle indispensable des réseaux d'aides spécialisées auprès des élèves, des écoles et des familles,
- rétablir la complémentarité indispensable des trois spécialités professionnelles des réseaux pédagogiques, rééducatives et psychologiques.
- l'ouverture de négociations au sujet de la formation et du recrutement des personnels spécialisés.

Nous appelons à rendre visible la situation critique des RASED et porter ces revendications dans des initiatives qui s'inscrivent dans la lutte contre toutes les suppressions de postes et la défense de l'école publique.

Paris, le 25 janvier 2011

Premiers signataires de l'appel :

Organisations syndicales :

CGT Educ'action, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SI-ENUNSA, SNUipp-FSU

Associations professionnelles : AFPEN, ANCP, FNAME, FNAREN,

Mouvements pédagogiques : AGSAS

Associations de parents d'élèves : FCPE